

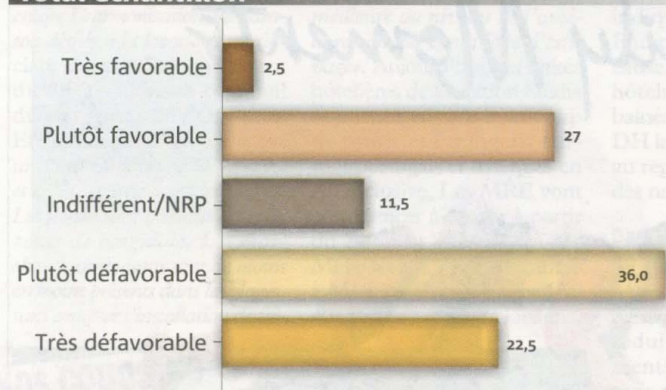
Climat des affaires : temps difficiles pour les entreprises

- Les patrons évoquent un ralentissement de l'activité économique au cours du premier semestre.
- L'exacerbation de la concurrence, la baisse du pouvoir d'achat et les difficultés à remporter des appels d'offres sont cités parmi les principaux facteurs
- Les entreprises de moins de 50 salariés sont celles qui ont le plus souffert.

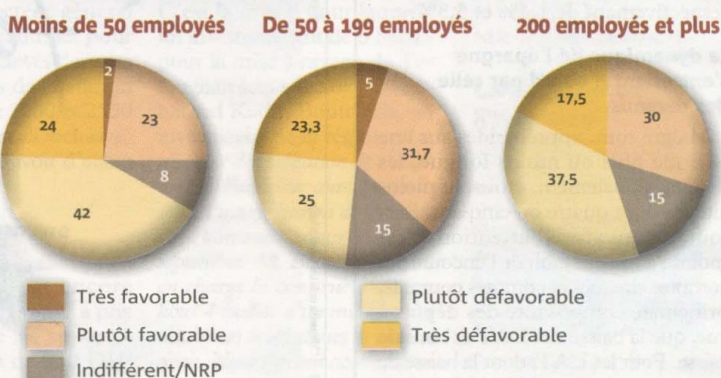
En ce mois de juin 2018, comment vous paraît la conjoncture actuelle? Diriez-vous qu'elle vous paraît...

En %

Total échantillon

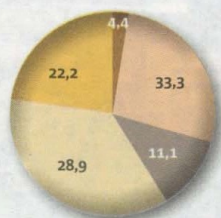


Taille

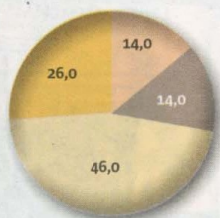


Secteur

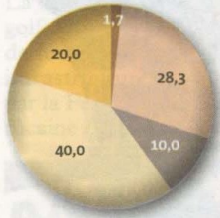
Industrie/BTP



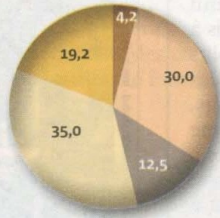
Commerce



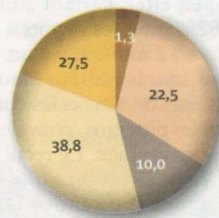
Service



Casablanca/Rabat



Province



Région

« Nous vivons une situation économique un peu bizarre. Ce n'est pas la crise, mais j'ai l'impression que l'on avance trop lentement ou pas du tout. Cette lecture est celle d'un patron de conseil en stratégie selon qui beaucoup d'entreprises sont focalisées sur la consolidation de leurs acquis en attendant d'y voir plus clair. Ces propos résonnent comme un air de déjà entendu. Mais dans une économie qui sort d'une année où le taux de croissance s'est établi à 4,1% - certes

modeste au regard des attentes mais acceptable- dans un contexte de restauration des équilibres macroéconomiques, en plus d'une campagne agricole plutôt très bonne - la production céréalière a été réévaluée -, on a de quoi se poser des questions. Les patrons marocains sont-ils d'éternels grognards qui réclament toujours plus d'avantages, des cachotiers invétérés ou sont-ils déconcentrés par un environnement économique et institutionnel qui les empêche d'exploiter le meilleur de leur entreprise? C'est un vieux

QUAND LA DEMANDE EST EN BERNE, LES ENTREPRISES PRODUISENT MOINS, SAUF POUR STOCKER EN PRÉVISION D'UNE CONJONCTURE PLUS FAVORABLE. MAIS UNE TELLE DÉCISION IMPLIQUE L'IMMOBILISATION DE RESSOURCES FINANCIÈRES

débat dont on ne connaît pas le bout.

Pour l'instant, on peut dire qu'ils font la moue quand on les interroge sur le climat des affaires. C'est en résumé le constat que l'on dresse à la lecture des résultats du sondage effectué par le cabinet d'études VQ - Nos Valeurs, Vos Questions - pour le compte de *La Vie éco* (voir fiche technique)

A la question de savoir ce qu'il en est de la conjoncture économique nationale actuelle, ils versent (58,5%) dans le pessimisme. Ils sont

36% à juger qu'elle est plutôt défavorable et 22,5% à la qualifier de très défavorable. Seulement 29,5% sont d'avis que la situation est très favorable (2,5%) ou plutôt favorable. Naturellement, les entreprises de moins de 50 salariés sont celles qui disent souffrir le plus. Pour 66% d'entre elles, la situation est très défavorable (24%) ou plutôt défavorable (42%). Plus de la moitié des entreprises de plus de 200 salariés (55%) évoquent aussi une conjoncture économique nationale évoluant dans le mau-

Fiche technique

Comment est constitué l'échantillon

L'enquête a été réalisée du 11 au 28 juin 2018 sur un échantillon de 200 responsables d'entreprises de différentes tailles et de différents secteurs, de toutes les régions, dont 120 sur l'axe Casablanca-Rabat et 80 en province. Par secteur, 90 sondés sont de l'Industrie et du BTP, 60 des services et 50 du commerce. Les entreprises de moins de 50 employés constituent la moitié de l'échantillon, celles de 50 à 199 employés 30% et celles de 199 et plus : 20% ■

des sondés s'inquiètent de la situation économique. En dehors de ceux qui affichent leur indifférence (12,5% sur Casa/Rabat et 10,0% en région), l'autre partie semble s'en tirer mieux.

Au niveau sectoriel, le défaitisme est moins vivace dans l'industrie et le BTP (28,9 % plutôt défavorable et 22,2% très défavorable) que dans le commerce (46% plutôt défavorable et 26% très défavorable) et les services (40% plutôt défavorable et 20% très défavorable). A propos de l'industrie, l'avis des sondés est corroboré par les chiffres du Haut commissariat au plan (HCP) qui fait état d'une hausse de 3% par rapport à la même période de l'année précédente de l'indice de la production des industries manufacturières (hors raffinage de pétrole). Le sondage de VQ ne rentre pas dans les détails par branches, mais il est évident que toutes ne sont pas logées à la même enseigne. D'après les statistiques du HCP, l'industrie est principalement tirée par l'automobile (+14,6%) et le matériel de transport (18,7%) et dans une moindre mesure par les produits métalliques (9,8%), chimiques (6,4%) et de l'édition (7,5%). La plupart des autres branches sont en baisse.

La bonne surprise du sondage réside plutôt sur l'état d'esprit des patrons du BTP, un secteur dont le passage à

vais sens. Le pessimisme est moins prononcé chez les entreprises de 50 à 199 : 48,3% parlent d'une situation plutôt défavorable (25%) et très défavorable 23,3%.

Moins de défaitisme dans l'Industrie/BTP

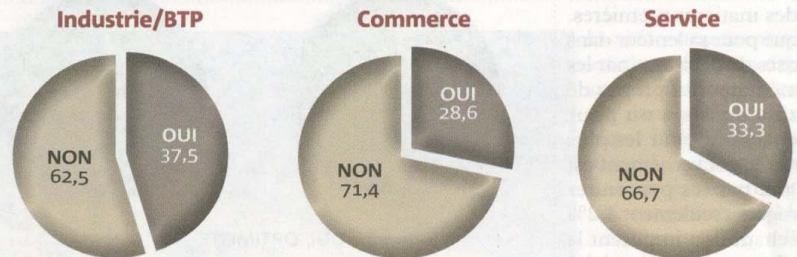
En région comme sur l'axe Casablanca-Rabat, même son de cloche, même si les plaintes sont plus sourdes à l'intérieur du pays. Respectivement 66,3% et 54,2%

Moins d'inquiétudes pour les exportateurs

Avez-vous trouvé des difficultés à exporter pendant ce premier semestre de l'année 2018 ?

En %

Secteur



Le sondage fait ressortir que la population des entreprises exportatrices est encore restreinte. Seulement 24% de l'échantillon exporte des produits et services à l'étranger, avec une prédominance chez les entreprises de plus de 200 salariés (35%). Dans l'ensemble la majorité (62,5%) n'éprouve pas de difficultés à exporter. C'est l'industrie/BTP qui peine le plus (54,5% de cette branche se heurte à des contraintes). Les entreprises de plus de 200 salariés s'en sortent mieux (71,4% des exportatrices disent ne pas avoir de difficultés), quelle que soit la branche. Paradoxalement, on a moins de mal à accéder aux marchés étrangers quand

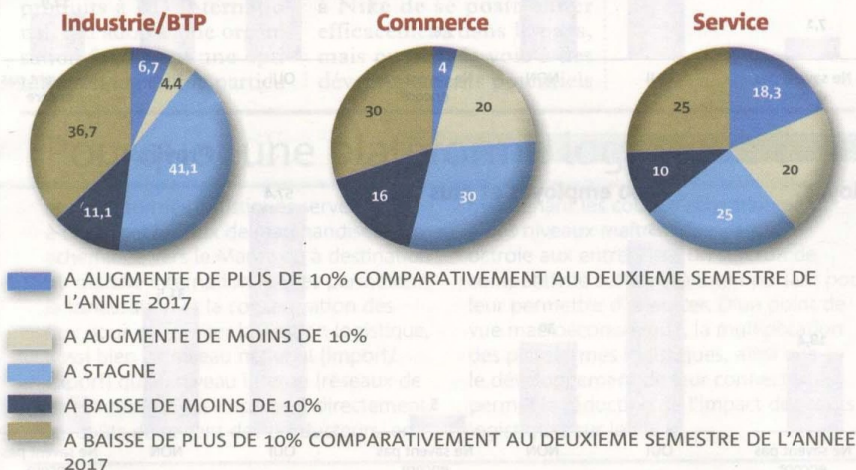
on est logé en province : 46,2% des entreprises exportatrices qui s'activent en dehors de l'axe Casablanca/Rabat indiquent n'avoir aucun problème contre 68,6% dans cette dernière zone. En fait, on suppose que les producteurs agricoles (situés pour l'essentiel hors de l'axe industriel) ont sécurisé leurs marchés malgré les contingences saisonnières et parfois politiques. D'où un moindre problème par rapport à la moyenne. En tout cas, selon les révisions du HCP, la demande mondiale adressée au Maroc devrait progresser un peu plus rapidement en 2018 (+4,8%) qu'en 2017 (+4,6%) ■

Activité en berne au premier semestre

S'agissant du premier semestre de l'année 2018 et comparativement au dernier semestre de l'année 2017, le chiffre d'affaires de votre entreprise a-t-il augmenté, stagné ou baissé ?

En %

Secteur



vide est souvent évoqué dans les commentaires des économistes et professionnels. Une situation confirmée d'ailleurs

par la baisse continue des ventes de ciment (près de 2% à fin mai par rapport à la même période de l'année précédente) et le tassement du marché de l'immobilier. Il se peut aussi que le sentiment des patrons de l'industrie ait atténué l'alarmisme de ceux du BTP, étant entendu que les deux branches sont regroupées dans la même catégorie dans l'échantillon.

Evolution défavorable des commandes

Majoritairement, les personnes interrogées annoncent un ralentissement de l'activité économique au cours du premier semestre (65%) avec pic dans le commerce (68%). Les entreprises de moins de 50 employés (73%) et celles qui sont installées en province (75%) sont les plus malmenées.

En général, le chiffre d'affaires est en baisse de 10% et plus (44% des sondés) au premier semestre par rapport à la même période de l'année précédente. Au

mieux, il a stagné (33,5%). Seulement 23% de l'échantillon annonce une hausse de 10% et plus. La situation est pratiquement identique dans tous les secteurs étudiés et de toutes tailles. Il en va de même sur l'axe Casablanca/Rabat. Dans une certaine mesure, ces opinions sont renforcées par la Direction du Trésor et des finances extérieures (ministère de l'économie et des finances) qui, dans sa dernière note de conjoncture, souligne que «le taux d'utilisation des capacités de production industrielle s'est contracté de 2,3 points sur les trois premiers mois de l'année». Quand la demande est en berne, les entreprises produisent moins, sauf pour stocker en prévision d'une conjoncture plus favorable. Mais une telle décision implique l'immobilisation de ressources financières. Et sans visibilité, beaucoup d'entreprises préféreraient s'abstenir. Pour motiver le ralentissement, cette baisse.../...

.../...
de la demande est citée par 42% des sondés, le tiers des représentants des secteurs industrie/BTP, la moitié de ceux du commerce et 55,5% de ceux des services.

Sont aussi listés, l'exacerbation de la concurrence, la baisse du pouvoir d'achat, les difficultés à remporter des appels d'offres, la hausse des prix des matières premières. Critiqué pour sa lenteur dans les prises de décisions par les commentateurs à propos de certains dossiers ou pour son «inaction» pour les plus sévères, le gouvernement est épargné par les personnes interrogées : seulement 4,2% de l'échantillon imputent le ralentissement de l'activité de leur entreprise à la politique menée.

La majorité

Pour parer au plus pressé, plus de la moitié de l'échantillon pense tailler dans les charges (56,9%) en commençant, pour ceux qui comptent le faire, par les charges de production (51,4%).

Malgré tout, les patrons ne se laissent pas abattre : 67,5% d'entre eux sont optimistes pour le second semestre, les attentistes comptent pour

De l'optimisme malgré tout

Concernant le climat général des affaires au Maroc pour le deuxième semestre de l'année 2018, êtes-vous optimiste ou pas ?

En %

Secteur



10% et seulement 22,5% avouent leur crainte de voir la situation s'empirer.

Cet optimisme est plus prononcé chez les entreprises de plus de 200 salariés (75%) que du côté des moins de 50 salariés (69%) et beaucoup plus mesuré chez celles qui salarient 50 à 199 personnes.

Une volonté d'aller de

- RESTE À SAVOIR SI DES FACTEURS EXOGÈNES COMME LES RISQUES DE RALENTISSEMENT DU COMMERCE MONDIAL NE VIENDRONT PAS DOUCHER CET ESPOIR DE REPRISE

l'avant, il y en a assurément. C'est d'ailleurs cet état d'esprit qui anime tout opérateur. Reste à savoir si des facteurs exogènes comme les risques de ralentissement du commerce mondial ne viendront pas doucher cet espoir de reprise ou, pour reprendre les propos d'un observateur, «cette envie de tenir, quelles

qu'en soient les circonstances». En effet, le regard positif posé sur le second semestre ne tient pas forcément à une hausse appréciable du niveau d'activité : ce ne sont que 15% des sondés qui prédisent une amélioration de leur carnet de commandes, tandis que 49,5% parlent de stabilisation – ce qui n'est peut-être pas mal dans un contexte de morosité- et 32,5% anticipent une détérioration. Que ça soit au niveau sectoriel, par taille ou du point de vue régional, ils ne sont que 20% au maximum à anticiper une hausse des commandes.

Nuance cependant : quand on les relance sur l'évolution du chiffre d'affaires, 38% de l'échantillon s'attendent à une appréciation. L'effet volume écarté, ce chiffre peut naturellement être expliqué par la réévaluation des prix. Cette possibilité apparaîtrait clairement dans le commerce où seulement 18% des patrons prévoient des carnets de commandes supérieurs à leur niveau habituel, alors que 44% s'attendent à une forte (4%) ou légère (40%) hausse des recettes.

Et comme les commandes ne bougent pas, la majorité des entreprises (59,5%) ne prévoit aucun investissement

Réduction des charges pour remédier aux difficultés

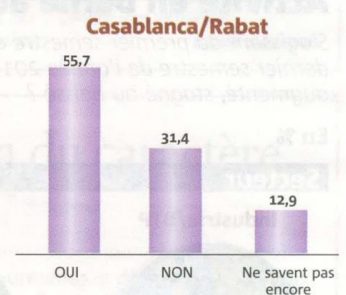
Pour pallier cette situation, prévoyez-vous une réduction des charges ?

En %

Secteur



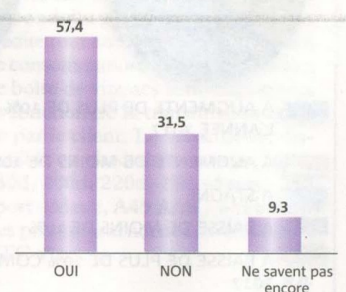
Région



Taille



Province



au second semestre contre 36,5% qui l'envisagent. Par catégorie, les petites entreprises sont les moins disposées à investir (71%). Dans une proportion assez proche (60%) les structures de 50 à 199 salariés indiquent aussi avoir activé le frein à main. Quand on sait que les capacités de production sont en général sous-utilisées, cette position se comprend. Seulement, il n'y a pas que pour l'extension que l'on investit ; le renouvellement, notamment pour des préoccupations de respect des normes ou de compétitivité, doit aussi être pris en considération. C'est sans doute pour ce faire que 65% des dirigeants d'entreprise de plus de 200 employés prévoient d'investir au second semestre.

Au vu des opinions des uns et des autres, on peut présumer que les patrons ne cèdent pas à la fatalité. En effet, le gros de l'échantillon se garde de programmer de nouveaux investissements pour le second semestre, mais il ne renonce pas à réaliser ce qui était déjà budgétisé (76%). Bref, on avance tout en étant prudent ■

A.D.N.

Délais de paiement : les entreprises sont-elles masochistes ?

Toujours comparativement à l'année 2017, le délai de paiement de vos clients, pendant ces 5 à 6 premiers trimestres de l'année 2018, s'est-il amélioré, maintenu au même niveau ou dégradé ?

En %

Taille



La réponse sur l'évolution des délais de paiement est sans doute la plus partagée par les enquêtés : il n'y a pratiquement pas d'amélioration. Sur les 200 responsables et représentants d'entreprises interrogés, 47% disent qu'ils se sont maintenus au même niveau et 43,5 constatent une dégradation. On en déduit que les remèdes expérimentés jusque-là n'ont aucun effet sur le comportement des entreprises. Bref, le cercle vicieux n'est pas près d'être rompu.

Dans le commerce et les services, 95% des sondés n'ont ressenti aucune amélioration. Ils sont 90% dans l'Industrie et le BTP à être du même avis.

Par taille, plus de la moitié des entreprises de moins de 50 salariés (54%) déplorent même une aggravation de

la situation contre 38,3% de celles qui emploient 50 à 199 personnes et le quart des plus de 199 salariés. Au demeurant, les faibles, les TPME en particulier, continuent de souffrir le martyre. Deux scénarios se présentent à elles : accepter le dictat des clients plus solides financièrement ou perdre des commandes. A moins de choisir volontairement de réduire la voilure en ne travaillant qu'avec des partenaires sûrs.

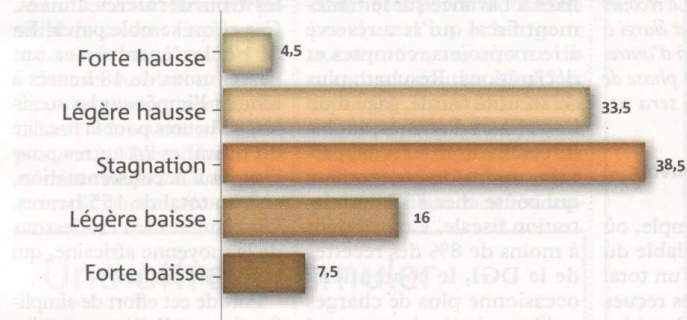
La même incongruité prévaut sur l'axe Casablanca/Rabat comme en régions. On ne le souligne jamais assez : ce sempiternel problème cause des dégâts dans l'économie. La nouvelle équipe de la CGEM doit donc le prendre à bras le corps de manière plus volontariste pour redonner de l'oxygène aux TPME qui en sont les premières victimes ■

Tendance à la stagnation du chiffre d'affaires

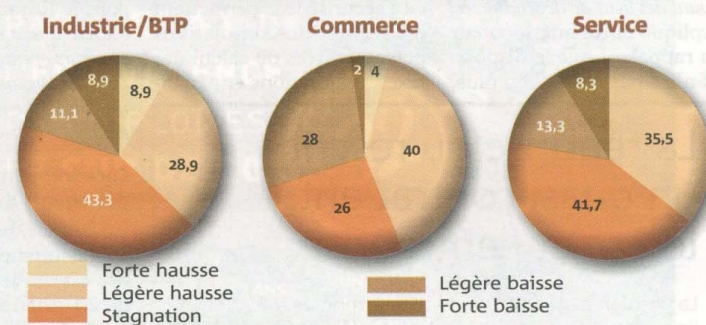
Toujours en prévision du second semestre de l'année 2018, pensez-vous que le chiffre d'affaires de votre entreprise va connaître une hausse, une stagnation ou une baisse ?

En %

Total échantillon



Secteur



Taille



Région

